

Rendez-vous Citoyen

Visite de la 1^{re} ministre
Des annonces pour le Département

Foire de Bras-Panon
L'excellence de notre agriculture

Stratégie de lutte
contre la pauvreté



Le BIC

des projets citoyens construits
PAR et POUR les Réunionnais

Comme chaque année, à l'occasion de la Foire agricole de Bras-Panon, le Conseil départemental récompense les meilleurs éleveurs de l'île. La remise des prix pour ce « Challenge départemental d'élevage » s'est tenue le 19 mai 2023.



NOM ET PRÉNOMS	VILLE	CATÉGORIE	PRIX
ROBERT Johan Kevin	Plaine-des-Cafres	Bovin lait meilleure productivité	Meilleure productivité
BÈGUE Daniel et France Line	Plaine-des-Palmistes	Bovin lait meilleure qualité du lait	Meilleure qualité du lait
DEURVEILHER Line Rose Cindy	Plaine-des-Cafres	Bovin viande naisseurs	Meilleure fécondité
GASTRIN Guy Noël	Saint-Louis	Bovin viande meilleure croissance taurillons	Meilleure performance - engraisseur de taurillons
TÉCHER Patrick	L'Entre-Deux	Bovin viande meilleure croissance génisses	Meilleure performance - engraisseur de génisses
EARL les Trois Petit Cochons (FLORIAN Nicolas)	Saint-Louis	Porc meilleure productivité GTT	Meilleure productivité
EARL LA TITOU FARM (HUET André Paul)	Saint-Joseph	Porc meilleure régularité d'apport de carcasses de qualité	Porc meilleure régularité d'apport de carcasses de qualité
SCA MALLET	L'Étang-Salé	Caprin meilleure productivité	Meilleure productivité
RIQUEBOURG Sébastien	Les Avirons	Ovin meilleure productivité	Meilleure productivité
DE BOISVILLIER Nathalie	Saint-Joseph	Cuniculture (lapin) meilleure productivité	Meilleure productivité
FRONTIN Yannick	L'Entre-Deux	Aviculture meilleure productivité	Meilleur technique IP* moyen
MAILLOT Yann	Salazie	Aviculture meilleur note qualité	Meilleur technique IP* moyen
NICOLE Alexia (EARL La Ferme d'Alex)	Saint-Louis	Aviculture meilleure productivité (poulet jaune)	Meilleur technique (IP*)

*Index Performance

“À travers ce challenge départemental d'élevage, le Département confirme sa volonté de soutenir ce secteur agricole péi tourné vers l'excellence, au service du bien-vivre et du bien-manger”.

Cyrille Melchior,
Président du Conseil départemental de La Réunion

Le Département aux côtés des agriculteurs

ÉDITORIAL



Depuis plus de 40 ans maintenant, suite aux lois de décentralisation, le Département est une Collectivité de plein exercice assumant des compétences propres. Cette évolution pour notre institution a été une étape décisive permettant d'amplifier la démarche de progrès initiée en 1946 avec la départementalisation de notre île.

Le Département est incontestablement un acteur du quotidien des Réunionnais, que ce soit dans l'accompagnement des plus vulnérables et des familles, du

soutien à la jeunesse réunionnaise, de la lutte contre le chômage et le mal logement, de l'aide au développement agricole, de l'aménagement du territoire, de la valorisation des hauts, de la protection de la biodiversité ou encore de la promotion de la culture et du sport.

Notre ambition est claire. Faire de La Réunion un territoire exemplaire, un territoire qui prend en main sa destinée à laquelle chaque habitant contribue de manière décisive. À l'heure des grands bouleversements économiques et sociaux que nous connaissons, dans un contexte international instable, et face au défi du réchauffement climatique, nous devons faire preuve d'unité, de solidarité, et d'entente pour bâtir La Réunion d'aujourd'hui et de demain.

Cette union sacrée, nous la scellons au quotidien avec l'ensemble des Conseillers départementaux qui œuvrent chacun à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques départementales, en lien avec les services de la Collectivité dont je salue le dévouement et le professionnalisme.

Si la représentation nationale demeure la colonne vertébrale de l'expression démocratique de notre pays, il apparaît évident que la société change, qu'elle évolue et que la population exprime le besoin d'agir autrement, de peser sur les politiques publiques présentes et à venir.

C'est la raison pour laquelle, dans le cadre de cette mandature, nous avons validé une enveloppe de 1 million d'euros dédiés à la promotion de la démocratie participative avec la création du Budget d'Initiative Citoyenne (BIC).

Ce BIC est un outil de financement de projets réunionnais proposés par les Réunionnais au bénéfice des Réunionnais, sur des thématiques diverses telles que l'alimentation, la biodiversité, l'économie circulaire, la vie chère, la mobilité, la gestion des déchets ou encore les énergies.

Avec 120 dossiers reçus pour 55 projets retenus, cette première édition est déjà un véritable succès et une illustration de l'expression vivace de la démocratie participative.

En effet, l'innovation de l'action publique, nous l'avons faite ensemble, citoyens, élus, agents de la fonction publique et nous avons été tous acteurs, par notre présence et notre engagement.

Nous écrivons à présent une nouvelle page de la citoyenneté, celle du rayonnement et du plein engagement du citoyen dans la vie de la Cité, pour une société plus solidaire, plus fraternelle, et plus verte.

Cyrille Melchior.

Président du Conseil départemental

SOMMAIRE



ACTUALITÉ

4-5

Visite de la
Première ministre



SOCIAL

6-7

Une stratégie de lutte
contre la pauvreté



AGRICULTURE

14-15

L'excellence de
l'agriculture Réunionnaise



CULTURE

16

Des ambassadeurs contre
le harcèlement





VISITE DE LA Des annonces favo

En visite à La Réunion du 11 au 13 mai 2023 pour son premier déplacement Outre-mer, la Première ministre Élisabeth Borne a fait Tour d'horizon des



30 millions d'euros pour le projet MEREN

La visite ministérielle a débuté à Salazie où la cheffe du Gouvernement a pu découvrir le chantier du basculement des eaux et le projet MEREN (Mobilisation des Ressources en Eau des micro-régions Est et Nord). Celui-ci a pour objectif de répondre aux besoins en eau agricole et potable pour les régions Nord et Est, ce qui permettra à terme d'irriguer plus de 5 000 hectares de terres agricoles qui accusent un déficit d'infrastructures hydrauliques. C'est un projet exemplaire et inédit de par son ampleur puisque la réutilisation d'eaux usées pour les besoins agricoles permettra d'irriguer plus de 500 hectares de sol cannière principalement. Ce projet dont le montant avoisine les 450

millions d'euros, sera donc soutenu par l'État à hauteur de 30 millions d'euros. *"Cette aide va permettre de poursuivre ce vaste chantier, d'emmener de l'eau pour les familles réunionnaises ainsi que de l'eau pour les agriculteurs notamment dans l'Est"*, a salué le président du Conseil départemental.

5 EPHAD supplémentaires pour La Réunion

Cette visite a également été l'occasion d'aborder la question du vieillissement de la population réunionnaise. À La Réunion, il s'agit d'un enjeu social et sociétal de premier ordre puisque le processus de vieillissement va s'accélérer lors de ces prochaines décennies. En 2050, 1/4 des

habitants aura 60 ans ou plus, posant en parallèle l'enjeu de l'accompagnement dans la dépendance.

Cyrille Melchior a donc tenu à présenter à la Première ministre la stratégie départementale d'évolution de l'offre, qui prévoit notamment la création de 2 000 places supplémentaires pour l'accueil des publics âgés ou porteurs de handicap d'ici à la fin de la mandature en 2028. Ce plan, co-construit en lien avec l'ARS, a officiellement obtenu le soutien de l'État avec un accompagnement financier pour la construction de 5 nouveaux EHPAD.

"Je voudrais saluer l'implication du Département à l'égard des personnes âgées et évidemment l'État souhaite soutenir les projets du Conseil départemental. On a pris l'engagement de financer la création de 5 EPAHD", a déclaré Élisabeth Borne.

PREMIÈRE MINISTRE

ables pour le Département

une série d'annonces dont certaines touchant directement aux compétences et actions du Département. différents dossiers évoqués.

10 millions d'euros pour la filière fruits et légumes dans les Outre-mer

L'agriculture a été au cœur de la 2^e journée de visite de la Première ministre, un enjeu important sur un territoire où l'agriculture demeure un des piliers économiques, et où l'enjeu de la souveraineté alimentaire est érigé en priorité. Prix des intrants, modèle agricole réunionnais, valorisation du savoir-faire, soutien au monde agricole ont été autant de sujets évoqués par la Première ministre avec les représentants du monde agricole lors d'une rencontre organisée sur une exploitation de vanille de l'Est, en présence de Cyrille Melchior. L'occasion pour la cheffe de Gouvernement de



souligner la qualité de "l'agriculture de diversification" réunionnaise. "C'est exactement ce que nous voulons promouvoir en Outre-mer pour aller vers la souveraineté alimentaire. Je tiens à

rassurer les acteurs des différentes filières et plus spécifiquement la filière fruits et légumes. L'État débloquera une aide de 10 millions d'euros pour les Outre-mer", a annoncé Elisabeth Borne.

Destination Maïdo 2030

Dans le cadre de sa dernière journée, Elisabeth Borne a pu découvrir le projet départemental "Destination Maïdo 2030". Il s'agit d'un vaste projet de réaménagement du point de vue du Maïdo, l'un des sites touristiques les plus visités de La Réunion. Il prévoit une requalification des belvédères, l'amélioration de l'accessibilité pour tous les publics, la création d'une boucle de promenade et de supports d'interprétation. Le Département prévoit également la construction d'une Maison de services, d'un écolodge et l'aménagement d'un dispositif agritourisme. Ce projet intègre un volet de préservation et de valorisation de la biodiversité exceptionnelle de ce site.





**STRATÉGIE NATIONALE
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**
#FranceSolidaire

FAIRE DE LA LUTTE une pri

Mutualiser les moyens et travailler en concertation pour renforcer la lutte contre la pauvreté, telle est l'ambition du Département et de l'État qui ont signé la nouvelle Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Accès à l'Emploi (CALPAE) en décembre dernier. Cette dernière s'inscrit dans la continuité de la convention précédente, tout en intégrant une nouvelle programmation d'actions de solidarité et d'insertion en faveur des personnes et des familles les plus fragiles.

En 2019, près de quatre Réunionnais sur dix vivaient sous le seuil de pauvreté. Pourtant, sur 13 ans, entre 2007 et 2020, le taux de pauvreté monétaire a baissé de 11 points, dont -5 points depuis 2015. Malgré cette dynamique, la situation

reste alarmante compte tenu de la crise sanitaire et surtout des effets de l'inflation qui pèsent fortement sur le pouvoir d'achat des ménages réunionnais.

C'est dans ce contexte que la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté a été lancée en 2019 avec des déclinaisons locales matérialisées par des conventions d'appui. À La Réunion, l'État et le Département ont conclu une première Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Accès à l'Emploi (CALPAE) en 2019, suivie de celle signée en 2022.

"L'État continue d'apporter son soutien financier aux actions du Département dans le cadre de cette convention à hauteur de 7,7 millions d'euros. Si on ajoute les actions directement financées par l'insertion et l'emploi, l'État aura apporté plus de 11 millions d'euros en 2022, ce qui fait un engagement total

de 37 millions d'euros dans le cadre de cette stratégie", a expliqué le Préfet de La Réunion, Jérôme Filippini.

Plus de 200 actions inscrites dans ce CALPAE 2022 seront portées par les acteurs associatifs et les différents partenaires tels que la Caisse d'Allocation Familiale, Pôle Emploi ou encore la Croix Rouge.

"La première convention a porté sur des axes forts comme par exemple la prévention des sorties sèches de l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) pour maintenir le lien et accompagner le jeune dans son autonomie, dans sa vie de jeune adulte. Elle prévoyait aussi des actions de formation des travailleurs sociaux pour mieux accompagner nos publics, le soutien à l'accès et au maintien dans le logement ou encore la lutte contre l'illettrisme, l'illectronisme et l'innomérisation. La deuxième convention

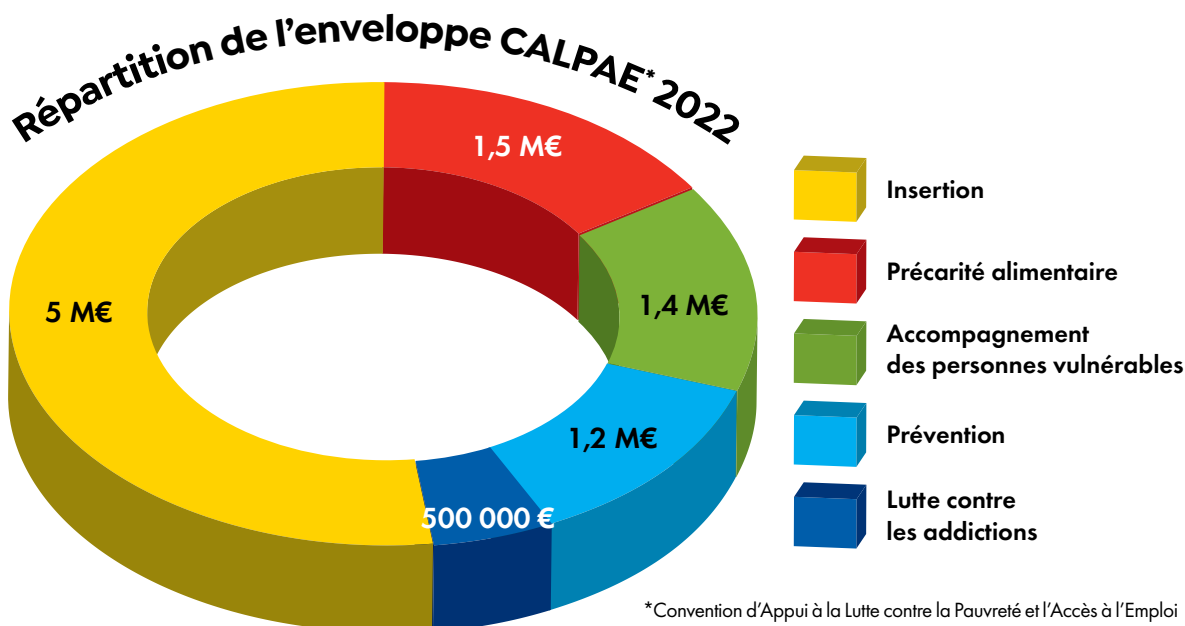


CONTRE LA PAUVRETÉ orité !

d'un montant total de 11,3 millions d'euros vise à poursuivre cette mobilisation, tout en mettant l'accent sur l'insertion des bénéficiaires du RSA", précise Cyrille Melchior, Président du Département. Sur les 11,3 millions d'euros, 1,5 million seront consacrés à la lutte contre la précarité alimentaire ; 1,4 million à

l'accompagnement des personnes vulnérables dans la continuité de ce qui a été réalisé dans la précédente convention ; 1,2 million seront dédiés à la prévention afin de maintenir la dynamique initiée "d'aller vers" les publics vulnérables. La prévention de lutte contre les addictions

en direction de la jeunesse constituera un axe nouveau de cette thématique. 500 000 € y seront consacrés. Quant à l'insertion, 5 millions d'euros seront mobilisés sur une quinzaine d'actions prioritaires inscrites au Programme Départemental d'Insertion (PDI) 2022-2024.



Week-End de la Parentalité au Village de Corail

L'action "Week-end de la parentalité (WEP)" reconduite dans la CALPAE2022 a connu un vif succès auprès des familles réunionnaises en grande difficulté car elle leur a permis de profiter d'un séjour de détente de deux nuits dans une structure de loisirs de l'île. Dans ce contexte apaisé, il est envisagé la mise en place, le cas échéant, d'un suivi avec les partenaires et les experts sociaux. En avril dernier ce sont ainsi une soixantaine de familles, entourées de professionnels de la parentalité et de travailleurs sociaux de la Collectivité, qui était présente au Village Corail. Ce dispositif fait suite au confinement lors de l'épidémie de Covid, et permet à ces familles de souffler et de changer d'air pendant ces deux journées. Dans ces moments de partage, de solidarité et de cohésion, les familles peuvent s'exprimer, se ressourcer tandis que les professionnels valorisent et renforcent les compétences parentales dans le but de renouer un dialogue positif entre parents et enfants. "Le Département s'emploie à faire en sorte que cette parentalité soit d'excellence. Le Week-End Parentalité est un dispositif qui vient en aide aux familles en leur offrant des moments de partage", explique Gilles Hubert, Vice-président du Département. Un moment de partage mais surtout une vraie parenthèse enchantée. Iréna vit en appartement et n'a pas souvent l'occasion de sortir de chez elle. "Mi trouv que pour les marmailles lé super. Zot na point souvent l'occasion de profiter. Surtout la piscine, la plage et le fait d'être en famille. Moin la eu la possibilité d'emmener tous mes enfants avec moi. Quand ou voit tous les enfants attablés, i fé plaisir".



CHIFFRES CLÉS

Entre décembre et juillet 2020, 193 familles ont bénéficié de cette mesure de solidarité. Entre juillet 2022 et février 2023, ce sont 380 familles dont 950 enfants et 530 adultes.



BUDGET INITIA 55 lauréats voient



Faire du citoyen un acteur de la politique publique, c'est l'ambition du Département de La Réunion à travers le Budget d'Initiative Citoyenne (BIC). Une co-construction qui passe aussi par un rapprochement avec la Collectivité départementale dans la réalisation des grands projets de demain. Pour cette première édition, deux thématiques essentielles pour les Réunionnais ont été retenues : la lutte contre la vie chère et la transition écologique et solidaire. Le président du Département, Cyrille Melchior, et les Conseillers départementaux Gilles Hubert, Jean-Marie Virapoullé, Brigitte Absyte, Fabiola Lagourde et Jean-François Hoareau ont remis les prix aux 55 lauréats le vendredi

12 mai dans l'Hémicycle du Palais de la Source.

Lancée en octobre 2022, les porteurs de projet devaient dans un premier temps envoyer leurs dossiers à la Collectivité.

123 projets reçus

123 projets ont été réceptionnés et après analyse des services, 80 ont été retenus. En début d'année, des entretiens individuels ont permis de mieux cerner les ambitions des participants. Par la suite, les dossiers recevables ont été soumis au vote populaire à travers un site internet dédié. Les résultats ont ensuite été dévoilés le 7 avril dernier. 55 lauréats vont ainsi bénéficier d'une enveloppe budgétaire.

8 initiatives de plus de 15 000 € et 45 initiatives de moins de 15 000 €. "Dans le cadre de cette mandature, les Conseillers départementaux et moi-même avons validé une enveloppe d'1 million d'euros dédiée à la promotion de la démocratie participative avec la création du Budget d'Initiative Citoyenne. Ce BIC est un outil de financement de projets réunionnais proposés par les Réunionnais au bénéfice des Réunionnais", a expliqué Cyrille Melchior.

Les citoyens ont activement participé à cette première campagne puisque le site a enregistré plus de 3 100 votants. 5 lauréats ont d'ailleurs été récompensés par un trophée, leurs projets ayant reçus le plus de votes.

Les 55 lauréats

Économie circulaire

Mi La Fé • Parallèle Sud • Réemploi Réunion BTP • Café Domoun • A-Ton-Tour • La Raffinerie • Malakafe • Association Le Clan • Ti Bazar Vert • Fresque.re • Maison des lycéens de Vincendo • Réunion Bénévolat

Biodiversité

Mocica • Collège Jules Reydellet • Jardin Ti Bébêtes • Saki Soigne • École primaire Aristide Briand • Amicale de l'école mixte de la Saline les Bains - Océan • Observatoire marin de La Réunion • École élémentaire Piton Sainte-Rose • Collège les Mascareignes • O'sphère • Association des abeilles dans un lycée • Association Ékopéi • Collège Plateau Goyaves • École Jean Moulin • École Lislet Geoffroy • Maison des lycéens du lycée Pierre Poivre • Association Bioma • Association le Clan • Asso-Ouestpossession • La Voie Contée

Alimentation

La Raffinerie • Transition 974 • A-Ton-Tour • Association novatrice dans la gestion de l'être - éducation libre à l'éveil de soi • Kpaót • La source nou la di nou la fé

Lutte contre la vie chère

Handicap Solidaire • Vilaz Tansalé • Saki Soigne

Mobilité, gestion des déchets, énergies renouvelables

Germin'acteurs • Observatoire marin de La Réunion • École des Camélias • La recyclerie du sud • Vilaz Tansalé • Association des abeilles dans un lycée • Collectif réunionnais des usagers de la bicyclette • Les colibris de l'espoir • Familles rurales de La Réunion • Smartcity Réunion • Association Vivre en interculturalité ek nou zarboutan



TIVE CITOYENNE

leurs projets financés



Benoît Raucy

Association Réemploi Réunion BTP

Il y a énormément de déchets de matériaux de construction qui partent à l'enfouissement. Ces ressources peuvent être réutilisées et réemployées. Notre projet est de changer les comportements et sensibiliser les citoyens au réemploi et au recyclage. Notre autre projet est de créer une application pour permettre de mieux faire connaître les acteurs du réemploi. On veut promouvoir les échanges entre les particuliers et les professionnels. Le BIC a été une très belle expérience puisque ça a permis de fédérer les personnes qui luttent sur les mêmes problématiques que nous. Les 14 400 € vont nous permettre de concrétiser nos projets. C'est très important d'inciter les citoyens à participer aux projets et les rendre acteurs du développement de leur territoire.

Augustin Aissa

La Raffinerie

Notre projet consiste à développer et à diffuser des principes que nous expérimentons : l'aquaponie et le potager hors sol. L'aquaponie est un principe d'élevage de poissons associé à de la culture de légumes ou de fruits, sous la forme d'un système circulaire. Grâce au BIC on va pouvoir concrétiser nos projets après 4 ans d'efforts. On a déjà une aide du Conseil départemental puisque notre raffinerie se trouve sur un terrain du Département. C'est vraiment super d'avoir obtenu ce prix et ce financement de 13 500 €.



Hector Simon

Sakijardine, jardin thérapeutique polyvalent

Nous souhaitons créer un jardin polyvalent de permaculture et thérapeutique. On vise les personnes qui veulent jardiner et notamment les familles en situation de vulnérabilité et les *gramounes* isolés. Il s'agit de créer du lien et de se reconnecter avec la nature. Ce qui correspond à la philosophie d'une démocratie participative.



On veut aussi créer des espaces de permaculture pour les publics en situation de handicap. On veut également mettre en place des ateliers transgénérationnels de jardinage, d'éveil au goût, pour une rééducation ou pour le plaisir. Ça fait des années qu'on a ce projet et on arrive enfin à le concrétiser. Avec les 14 000 € du financement du Département, on va pouvoir enfin se lancer !



LES SIX TROPHÉES

VOTES

GERMIN'ACTEURS Rien n'se perd, tout se transforme !	312
PARALLÈLE SUD 44 solutions locales et concrètes pour préserver ton porte-monnaie et la planète	289
CAFÉ DOMOUN Un nouveau lieu engagé dans le "faire ensemble", la solidarité et le développement durable	267
LA RAFFINERIE Participer à l'autonomie alimentaire de La Réunion	310
ÉCOLE DES CAMÉLIAS Promouvoir les déplacements à vélo et leurs réparations	252
LA RECYCLERIE DU SUD Acquisition du matériel pour un service de réparation itinérant dans le sud de l'île	23



Les infirmiers pourront délivrer **LES CERTIFICATS DE DÉCÈS**

L'annonce a été faite par le Ministre de la santé François Braun, La Réunion sera terre d'expérimentation durant trois ans pour la délivrance des certificats de décès par des infirmiers. Une décision favorablement accueillie par le président du Département, Cyrille Melchior, et les Conseillers départementaux, qui ont défendu ce principe d'expérimentation.

"J'avais interpellé le Ministre de la santé lors de sa visite dans notre île en novembre 2022. J'avais rappelé que peu de médecins sont disponibles, notamment pendant les week-ends et les jours fériés. Les familles endeuillées devaient donc attendre plusieurs heures avant qu'un certificat puisse être rédigé", a expliqué le président du Département pour qui *"il ne faut pas ajouter des obstacles administratifs au deuil".*

Pour rappel, le 12 décembre 2022, le Département avait envoyé un courrier au Ministre de la santé afin que des mesures



puissent être prises pour notre territoire sur la gestion de ces situations. Parallèlement, à l'initiative du Conseiller départemental Aurélien Centon, un groupe d'élus avait été constitué pour engager un travail, avec

les partenaires de santé, l'ARS (l'Agence Régionale de Santé) et le Conseil de l'Ordre des Médecins, afin de parvenir à une organisation satisfaisante sur tout le territoire.

Expérimentation de France Travail à La Réunion

Les Conseillers départementaux demandent une adaptation

Lors de sa récente venue à La Réunion, La Première ministre a confirmé que La Réunion serait un territoire d'expérimentation de France Travail. Ce dispositif vise à la remobilisation des bénéficiaires du RSA à travers un accompagnement renforcé. Le Département, chef de file de la politique d'insertion, est un partenaire concerné par ce dispositif.

"Cette expérimentation va permettre au Département mais aussi les autres services qui travaillent à l'insertion des publics tels que la CAF, le Pôle Emploi et les missions locales, de mieux coordonner leurs actions, en lien étroit avec les entreprises de La Réunion", a expliqué Cyrille Melchior.

Les Conseillers départementaux souhaitent néanmoins une adaptation de ce dispositif pour le territoire, compte tenu du contexte économique et social. Aussi, par une motion votée à l'unanimité des élus lors de la Commission permanente du 17 mai 2023, les élus du Département ont demandé que le futur projet

de loi France Travail prenne en compte les résultats de l'expérimentation locale. Ils se sont également positionnés contre toute évolution du régime des sanctions qui serait inadapté à la situation réunionnaise.

Ils ont enfin réaffirmé la nécessité de mettre l'accent sur l'accompagnement social des publics les plus en difficulté, et l'encouragement des publics les plus proches de l'emploi.




**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Aménagement hydraulique : **INAUGURATION DU NOUVEAU RÉSERVOIR DE DASSY**



Un réservoir d'une capacité de 20 000 m³ pour un montant de 9 millions d'euros, c'est le nouvel aménagement mis en service en décembre dernier dans le sud, sur le site de Dassy.

Son inauguration s'est déroulée le mercredi 24 mai en présence de Cyrille Melchior, président du Département, de Serge Hoareau, président de la SAPHIR et 1^{er} Vice-président en charge de l'agriculture, Stéphan Dijoux, 1^{er} adjoint au Maire de Saint-Pierre, André Thien Ah Koon, maire du Tampon et des Conseillers départementaux, Augustine Romano, Gilles Hubert, Philippe Potin, Marie-Thérèse Ferde et Jean-Louis Pajaniaye. Un ouvrage d'envergure et stratégique dans la desserte en eau des zones irriguées et des communes du Sud de l'île, c'est l'objectif du nouveau réservoir de Dassy. "Je voudrais avant tout rappeler combien le Département est soucieux de mener une politique d'aménagement global de l'eau à l'échelle du territoire. Les réseaux du Sud ont été les premiers aménagements hydrauliques départementaux, donnant le coup d'envoi à une série de chantiers, au fil des décennies, visant à permettre à un plus grand nombre d'en bénéficier : les agriculteurs mais aussi les ménages et les entreprises", a expliqué Cyrille Melchior. Ce nouveau réservoir vient renforcer la capacité de stockage du site. "Cela illustre en effet toute la force et l'inventivité du génie réunionnais face aux enjeux contemporains que sont l'adaptation au

réchauffement climatique et l'ambition de souveraineté alimentaire", a poursuivi le président du Département.

Le site de Dassy accueille plusieurs ouvrages stratégiques avec une arrivée de galerie provenant du barrage du Bras de la Plaine, un réservoir de 10 000 m³, une station de préfiltration, un refoulement vers la CASUD et l'alimentation de l'UTEP (Unité de Traitement de l'Eau Potable) de la CIVIS. Le site de Dassy est donc un point stratégique qui permet d'alimenter près de 200 000 habitants de cette micro-région tout en desservant près de 5 500 hectares sur le périmètre hydro agricole du Bras de la Plaine.

Des ouvrages hydrauliques performants

"Nous pouvons rappeler avec force que le Sud est le berceau d'une prise de conscience politique historique : celle de passer à une ère nouvelle en s'appuyant sur des ouvrages hydrauliques performants et modernes pour accompagner l'essor économique et agricole attendu par notre micro région. La construction de ce réservoir de 9 millions d'euros est une opération cofinancée par l'Union Européenne et

notamment le Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER) à hauteur de 75 %. C'est un nouvel ouvrage d'envergure confié en exploitation à la SAPHIR", a précisé Serge Hoareau, président de la SAPHIR.

"Cette opération, fait suite à des travaux majeurs de sécurisation du captage d'eau du Bras de la Plaine finalisés il y a maintenant 2 ans. Il s'agit donc d'une intervention globale et coordonnée de la Collectivité pour sécuriser toute la chaîne de production d'eau. Le Département apporte une réponse toute aussi pertinente que concrète aux enjeux posés par la sécheresse et ses conséquences sur la distribution d'eau pour notre territoire" a précisé pour sa part, Gilles Hubert, 13^e Vice-président en charge de la gestion de l'eau et des aménagements hydrauliques. Parmi les objectifs de ce nouveau réservoir, la sécurisation de la desserte des zones irriguées existantes et des communes de l'Entre-Deux, Saint-Pierre, Le Tampon, Petit-Île et Saint-Joseph pour un service d'eau brute pour des besoins domestiques et industriels, l'anticipation de l'augmentation prévisionnelle de la demande en eau ou encore l'amélioration de l'autonomie des installations lors des épisodes de fermeture de la prise d'eau du Bras de la Plaine.



La Collectivité encourage la rencontre entre les collégiens et le monde de la culture à travers le projet Land'Art.



Le Département a célébré les festivités du Nouvel an Tamoul 5124 en mettant à l'honneur le bal tamoul.



À l'occasion de la fête des mères et, avec quelques jours d'avance, la fête des pères, le Département de La Réunion a reconduit son opération solidaire en faveur des accompagnants et malades réunionnais dans l'Hexagone.



La Saphir participera au plan 1 Million d'arbres en mettant à disposition ses terrains pour des opérations de plantation. Un partenariat en ce sens a été signé avec le Département.



Comme chaque année, le public est venu nombreux découvrir les espaces naturels sensibles du Département et rencontrer les gestionnaires dans le cadre de la Fête de la Nature.

La MAF (Maison d'Accueillants Familiaux) Plénitude a ouvert ses portes dans le sud, afin d'accompagner les personnes âgées dans le bien vieillir.



© Ali Ahmed Mahamoud.

À l'occasion des festivités de l'Eid, le "bien vivre-ensemble" a été célébré en partage avec la communauté musulmane de La Réunion.



Le Département de La Réunion et France Volontaire ont signé une convention de partenariat dans le cadre d'une mission de 11 Volontaires de Service Civique à Madagascar, Maurice, et 2 missions d'accueil de jeunes volontaires malgaches.



23 collèves se sont affrontés dans le cadre du concours "JOP 2024, des collégiens réunionnais à Paris". La classe gagnante s'envolera l'an prochain pour assister aux épreuves des Jeux Olympiques et paralympiques à Paris.



Des conférences et ateliers pour co-construire l'Iconothèque de demain, c'était l'objectif des entretiens du Patrimoine iconographique de l'océan Indien qui se sont déroulés durant trois jours à La Réunion.



À l'occasion des assises contre les VIF (violences intrafamiliales), le Département a réaffirmé son engagement en annonçant la mise en œuvre d'un plan départemental de lutte, par la voix de Flora Augustine-Eicheverry 6^e vice-présidente.

Signature de la convention de partenariat 2023-2027 avec l'ONF, en présence du Préfet de La Réunion.





44^e foire agricole de Bras-Panon L'excellence de l'agriculture Réunionnaise



Plus de 150 000 visiteurs !
La Foire agricole de Bras-Panon a de nouveau battu des records de fréquentation. Le thème retenu cette année "la terre, mère nourricière" avait pour objectif de mettre en avant l'agriculture réunionnaise. En sa qualité de chef de file de la politique agricole et de partenaire historique de la ville de Bras-Panon, le Conseil départemental s'est activement mobilisé pour la réussite de cette 44^e édition.

C'est sur un espace de 36 m² que les visiteurs ont pu découvrir la contribution du Département pour le développement de l'agriculture locale.

"L'agriculture, est une compétence de notre collectivité et c'est pour cela que le Département tient à y participer pleinement, d'abord pour venir à la rencontre du monde agricole, l'informer des dispositifs existant à travers plusieurs volets consacrés par le plan AgriPéi2030", a expliqué Cyrille Melchior. Les visiteurs ont pu s'informer sur l'action du Département

pour le développement de l'agriculture locale, les aides en faveur des agriculteurs et des producteurs, le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER) et 100 % La Réunion, la marque qui garantit un produit 100 % péi. Cette marque lancée en début d'année 2023 se décline en trois catégories : "100 % La Réunion", "100 % La Réunion Excellence" et "100 % La Réunion Bio", la garantie que le produit est d'origine réunionnaise, que ses ingrédients sont réunionnais et qu'il est fabriqué à La Réunion. Le 14 mai a été l'occasion d'une rencontre entre les agriculteurs et les services du Département en charge de la marque. L'occasion d'informer ceux qui n'ont pas encore adhéré et de présenter la 2^e promotion 100 % La Réunion.

Serge Hoareau a rappelé que "cette marque est notre modeste contribution au développement de La Réunion. Vous êtes nos ambassadeurs, à vous de porter fièrement avec nous la marque 100 % La Réunion".

Il y a, à ce jour, 60 adhésions pour plus de 500 produits.

13 éleveurs médaillés

Le vendredi 19 mai, la Collectivité a récompensé l'excellence de l'élevage avec la désormais traditionnelle remise de prix du Concours départemental d'élevage.

Ce concours est l'occasion de récompenser les 13 meilleurs éleveurs

locaux suivant les critères de productivité, de progression, de qualité et performance, dans chacune des 8 filières : bovin lait, bovin viande naisseur, bovin viande engraisseur, porc, caprin, ovin, lapin et volaille.

"À travers son implication à la Foire agricole de Bras-Panon avec un soutien financier de 50 000 €, dont 6 300 € pour la remise des prix du Concours départemental d'élevage pour l'édition 2023, le Département confirme sa volonté de soutenir cette agriculture tournée vers l'excellence, au service du bien-vivre et du bien-manger", a déclaré Cyrille Melchior.

Nicole Alexia de la Ferme d'Alex a été distinguée dans la catégorie Aviculteur, meilleure productivité (poulet jaune). "C'est comme un cadeau d'anniversaire. J'ai racheté cet élevage il y a un an et ça n'a pas été facile. Moins très contente de voir mon travail récompensé aujourd'hui". Floriant Nicol de la ferme les Trois Petits Cochons s'est distingué en remportant le prix dans la catégorie Porc, meilleure régularité d'apport de carcasse de qualité.

"Avec ma sœur Nicole, on s'est installés à la suite de nos parents et grands-parents qui étaient agriculteurs. Moi j'ai choisi l'élevage de cochons. Ce n'est pas facile tous les jours, cela demande des sacrifices. Moins le fier d'être récompensé. I donne a moins courage pou continué !"





FEADER : 260 MILLIONS D'EUROS pour le programme 2023 - 2027

260 millions d'euros, c'est le montant de l'enveloppe des mesures FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) établi pour 5 ans pour la mise en œuvre de la PAC (Politique Agricole Commune). Le lancement de la programmation des fonds européens a été acté le 7 avril dernier. C'est le Département qui est autorité de gestion pour la mise en œuvre du FEADER. Une gestion de fonds européens partenariale avec la Région Réunion (FEDER/FSE+) et l'État. Un comité de suivi composé du Département, de la Région et de l'État a été mis en place pour permettre

d'examiner l'état d'avancement des programmes européens sur notre territoire. "Le Conseil départemental veillera à ce que les 260 M€ alloués à La Réunion procurent une valeur ajoutée réelle et sensible dans le quotidien des agriculteurs réunionnais, dans les résultats des entreprises agricoles réunionnaises, dans le cadre de vie des Réunionnais, dans le développement territorial équilibré des économies et des Hauts de La Réunion et dans la gestion durable des ressources naturelles de notre territoire",
Cyrille Melchior - Président du Département.

La Bananeraie de Bourbon

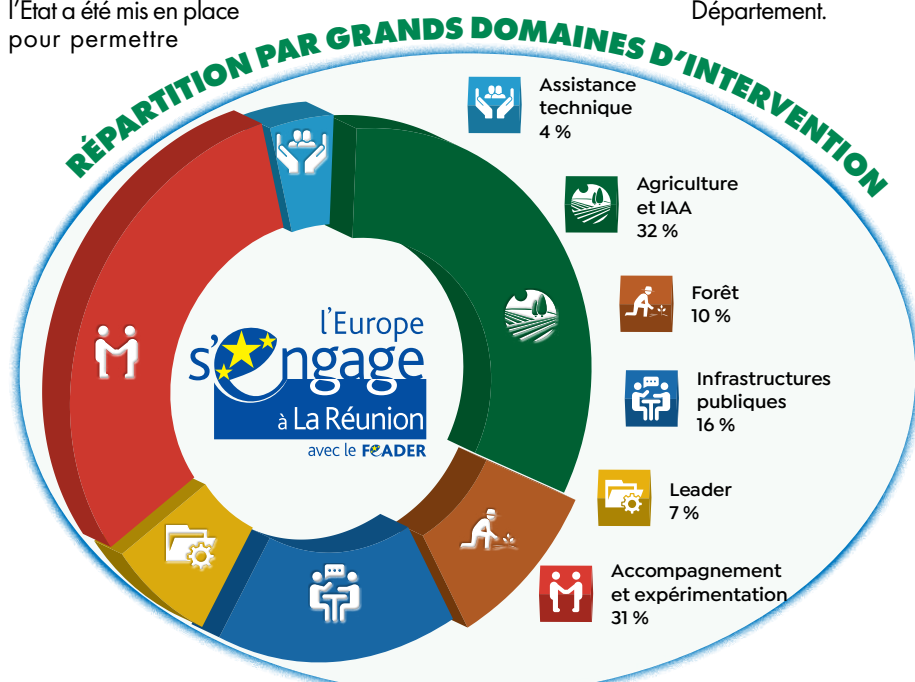


Lauréate du Challenge des créateurs, médaillée à la Foire Internationale de Paris, meilleure confiture des Outre-mer... Katuscia Payet cumule de prestigieuses récompenses. Ce parcours, entrepris il y a 15 ans, avec son mari Olivier, n'aurait pas été possible si elle n'avait pas bénéficié du fonds FEADER.

"J'ai sollicité les aides européennes car je n'avais pas assez de trésorerie pour mettre mon laboratoire aux normes. Une étape incontournable pour pouvoir exercer mon activité de confitière et transformer les fruits et les légumes bio que je cultive sur mon exploitation. Je n'aurais jamais pu le faire sans le financement de l'Europe. J'ai fait ma demande auprès du Département et j'ai été accompagnée. Notre activité ne nous permet pas de mettre de l'argent de côté et être aidé pour se développer pour conquérir de nouveaux marchés, c'est essentiel pour notre survie. Je dis merci à l'Europe car j'ai obtenu la reconnaissance de mon travail. Et en plus des distinctions, je possède désormais la marque 100 % La Réunion Bio qui garantit l'origine de mes confitures. C'est encourageant pour nous et ça rassure le consommateur."

Son palmarès :

Lauréate du Challenge des créateurs 2011 • Talent gourmand 2021
• Médaillée en confiture papaye passion au SIA 2023 • Meilleure confiture des Outre-mer - Foire agricole de Bras-Panon 2023



OBJECTIFS STRATÉGIQUES FEADER	MONTANT UE
Modernisation du secteur en stimulant et en partageant les connaissances, l'innovation, la numérisation dans l'agriculture et dans les zones rurales, et, en encourageant leur utilisation	80 M €
Renforcer l'orientation vers le marché et accroître la compétitivité	73 M €
Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durables	25 M €
Contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce dernier, ainsi qu'aux énergies durables	24 M €
Leader	19 M €
Aides aux infrastructures hydrauliques agricoles sur les territoires	18 M €
Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises dans les zones rurales	9 M €
Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages	1,5 M €
TOTAL	250 M €

Des ambassadeurs **CONTRE LE HARCÈLEMENT**



Suicide, décrochage scolaire, dépression... le harcèlement scolaire est un fléau qui touche beaucoup de jeunes. Avec l'utilisation permanente des nouvelles technologies de communication, le harcèlement entre élèves se poursuit en dehors de l'enceinte des établissements scolaires. On parle alors de cyberharcèlement.

Le 2 juin dernier, les Conseillers départementaux jeunes se sont réunis dans l'Hémicycle du Département pour suivre une formation des "ambassadeurs contre le harcèlement" en présence de la présidente du CDJ, Louna Fiarda, la Conseillère départementale en charge de l'éducation, Sabrina Tionohoué et des représentants du Rectorat Éric Couleau, proviseur de la vie scolaire et François Penent.

Qui mieux que les jeunes peut s'impliquer dans la lutte contre le harcèlement ? C'est pour cela que les membres du Conseil départemental des jeunes ont suivi cette formation des ambassadeurs contre le harcèlement.

"C'est important car nous constatons tous que le harcèlement prend de l'ampleur dans nos collèges, et même aux abords, et nous sommes souvent stressés à l'idée qu'on puisse être harcelés", a précisé en préambule Louna Fiarda, présidente du CDJ. Car en effet, en 2021-2022, 77 % des 15-20 ans ont déclaré avoir subi des violences au sein de leur établissement scolaire notamment au collège. Le 10 novembre 2022 a d'ailleurs été déclaré journée annuelle contre le harcèlement. Et les conséquences peuvent être dramatiques et mener au suicide comme nous le montre l'actualité.

Rompre la loi du silence

Les jeunes ont pu pendant toute une matinée, à travers des ateliers, être sensibilisés sur les mécanismes du harcèlement. Que sais-tu du harcèlement ? Qu'est ce qui peut déclencher la situation de harcèlement d'un élève ? Le cyberharcèlement c'est quoi ?... Autant de thèmes abordés avec Éric Couleau et François Penent, experts et référents du groupe pHARe (programme de Lutte contre le Harcèlement à l'école).

"Tous ambassadeurs contre le harcèlement à l'école", est un dispositif national qui existe depuis 2015. Associer les élèves à la cause du harcèlement est en effet déterminant puisque ce sont les premiers spectateurs de ces situations. Cette sensibilisation aux phénomènes de harcèlement par la transmission de valeurs de respect et de tolérance va permettre aux élèves d'adopter les bonnes postures comme soutenir l'élève victime et alerter les adultes pour se mettre sous leur protection. Être ambassadeur c'est rompre la loi du silence en sensibilisant l'élève, repérer les signes du harcèlement et convaincre les victimes d'en parler. L'objectif est aussi d'agir en équipe en associant les adultes. Les ambassadeurs peuvent ainsi organiser des actions de prévention.

Ce sont 75 jeunes du CDJ qui étaient présents à cette première matinée de sensibilisation. Ceux qui seront volontaires pour devenir ambassadeurs au sein de leurs collèges suivront une formation complémentaire avec le Rectorat. Pour poursuivre cette action contre le harcèlement scolaire, le Conseil Départemental des Jeunes envisage plusieurs actions au sein des collèges et dans l'Hémicycle de la Collectivité en 2023 et 2024.



THÉRÈSE BAILLIF, une vie au service des femmes

Elle est l'une des premières Réunionnaises à s'être engagée dans le combat des droits des femmes, de l'éducation et des violences faites aux femmes. C'est une mère accomplie qui, en 1986, élève sa voix en créant l'Association Femmes Actuelles de La Réunion. "Osons nous exprimer", des mots qui résonnent encore plus fort 35 ans après, en pleine ère "MeToo".

À bientôt 93 ans, Thérèse Baillif reste une militante qui prône les valeurs de la famille et de l'éducation avec toujours autant de détermination. Le Département de La Réunion lui a rendu hommage en créant "le prix Thérèse Baillif" qui vise à récompenser chaque année l'engagement citoyen d'une actrice de la lutte contre les violences intrafamiliales.

AFAR ; CÉVIF ; AMAFAR ; comment est né ce besoin d'engagement ?

Je pense que toute personne porte en elle un certain nombre d'aspirations. Il suffit d'un contexte ou d'une conjoncture, pour que cette aspiration prenne corps et devienne l'urgence absolue. Lorsque j'ai débuté dans l'administration des Eaux et Forêts, à 20 ans, il n'y avait que deux femmes chargées de l'accueil et du secrétariat. Les hommes occupaient les postes à responsabilité. J'ai vraiment eu envie de bousculer cette donne. Ce fut un vrai challenge. Entre l'AFAR [Association Femmes Actuelles] pour la défense des droits des femmes, et le CÉVIF [Collectif pour l'Élimination des Violences Intrafamiliales] pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, j'ai créé l'AMAFAR [Association des Maisons de la Famille de La Réunion], dont la mission était d'accompagner les éducateurs, les parents et les professionnels, pour l'égalité des chances entre filles et garçons.

Née aux Avirons en 1930 dans une famille d'agriculteur, votre père vous envoie très tôt en pension. Cette décision va diamétralement changer votre destin.

En effet, dans notre village, à cette époque, il n'y avait qu'une école communale. Après le certificat d'études primaires, les petites filles restaient sur place où leur destin était tracé. Mon père a souhaité que je continue ma scolarité. J'avais 11 ans. Il n'était pas question qu'il me mette dans une pension avec des étrangers. Il m'a envoyé à Saint-Benoît où on avait de la famille qui pouvait m'héberger. Je me suis ensuite retrouvée à Saint-Denis, une ville que je n'ai plus quittée. J'ai d'abord été inscrite au Cours Complémentaire à Joinville. J'ai continué au lycée Juliette Dodu.

Lorsque vous vous êtes engagée dans les droits des femmes, l'éducation et les violences intrafamiliales, pensiez-vous que le combat serait si long et si difficile ?

Quand je m'engage dans un combat, par principe, je ne me donne pas d'échéances. Je savais que ce serait long et difficile. Nous avions à lutter contre une législation qui remontait à l'Empire, et contre des comportements profondément ancrés dans le cerveau reptilien de la gente masculine. La détermination et la pugnacité du combat des femmes a débouché progressivement sur des avancées sur le plan législatif.

Sur le comportement, c'est plus compliqué. Il va falloir continuer sans relâche par l'éducation, la formation, l'information et la prévention auprès des jeunes générations.

Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'évolution de la situation de la femme réunionnaise ?

Sur le territoire français, nous pouvons constater des avancées significatives sur le plan des droits et de l'égalité. Tant sur le plan politique que professionnel et social, des femmes occupent des postes à responsabilité. Il y a donc une dynamique qui se met en marche, une reconnaissance des compétences et c'est heureux. Mais à mes yeux, rien n'est définitivement acquis. Nous devons être toujours en alerte. C'est sur le plan du respect humain que

le bât blesse. Le harcèlement au travail et surtout les violences conjugales et intrafamiliales constituent un fléau qui gangrène notre société.

D'avantage de moyens doivent être mobilisés par les pouvoirs publics. Les femmes à La Réunion s'investissent de plus en plus et prennent leur place. Elles ont encore des combats à mener. L'avenir de notre peuple va se construire avec elles. Je veux leur faire confiance. J'ai confiance.





LE DÉPARTEMENT

soutient le sport et les sportifs de haut niveau

Pour que La Réunion soit davantage une terre d'excellence sportive, à l'approche des 11^{es} Jeux des Iles de l'Océan Indien (2023) et des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris (2024), le Département renforce son dispositif d'accompagnement aux sports et aux sportifs de haut niveau.

Un nouveau règlement d'aides a ainsi été voté par l'Assemblée départementale le 22 mars dernier.

LES NOUVELLES DISPOSITIONS

- Bourses trimestrielles : les plafonds de ressources sont relevés
- Bourses aux collégiens intégrant des structures de haut niveau à La Réunion : bourse égale au montant de la contribution demandée aux parents jusqu'à 3 000 €/an
- Primes à la performance élargie aux jeunes officiels de l'UNSS (arbitres, entraîneurs...)
- Primes à la performance aux Championnats de France élargie à tous les jeunes
- Aide à la préparation aux Jeux Olympiques et Paralympiques pour les sportifs présélectionnés dans une équipe de France : aide forfaitaire de 6 000 €
- Accompagnement des jeunes sportifs professionnels de moins de 25 ans : aide de 3 000 €/an pendant 2 ans après la signature d'un contrat professionnel (sous conditions de ressources).



**450 000 €
pour les JIOI**

Les Jeux des Iles de l'Océan Indien (JIOI) se dérouleront du 23 août au 3 septembre prochains à Madagascar. Les compétitions se pratiqueront sur quatre sites, Tananarive la capitale et dans les villes de Majunga, Sainte-Marie et Fort Dauphin.

Les Conseillers départementaux ont voté en août 2022 l'engagement de 450 000 € en faveur du CROS afin de permettre la participation du Club Réunion aux Jeux.

Les ligues et les comités ont été accompagnés en 2022 à hauteur de 170 000 € destinés aux 17 disciplines représentées lors des JIOI. Cette somme a été reconduite en 2023.

JOËL BASSONVILLE

“Représenter La Réunion à Madagascar est un rêve !”

Joël Bassonville portera fièrement les couleurs de La Réunion aux prochains Jeux des Iles de l’Océan Indien (JIOI). Pour sa première participation, il s’alignera sur l’épreuve du 100 mètres avec son guide Armand Sautron. Grâce au soutien de la collectivité,

Joël et toute l’équipe handisport ont pu se préparer dans les meilleures conditions pour ramener des médailles à la maison.

Originaire de Saint-Pierre où il est né, Joël Bassonville vit avec sa mère, à la Plaine des Cafres où habite aussi son père. Il a fait ses études au collège de Terre-Sainte en intégration ULIS, puis au Centre de Formation des Apprentis à Saint-Joseph où il a obtenu un CAP agriculture. Depuis peu, le sport occupe une place particulière dans sa vie. “Ma spécialité c’est l’athlétisme que je pratique depuis deux ans. Je n’ai pas été régulier au niveau des entraînements car je n’avais pas de guide et de moyens de transport pour aller sur la piste d’athlétisme”, explique le jeune athlète. Fort heureusement, depuis maintenant 6 mois, les entraînements ont repris de

manières régulières et intensives car Joël a trouvé un guide, Armand Sautron, qui vient le chercher et qui l’accompagne. “On court ensemble et on a nagé aussi ensemble car depuis deux mois, j’ai commencé la natation. Mon souhait serait d’essayer le para-triathlon en tandem”, précise encore Joël. Mais pour l’heure l’objectif est bien de ramener des médailles des JIOI. “Avec l’aide de mon guide et les stages mis en place par le Comité Handisport, je m’entraîne trois fois par semaine quand il ne pleut pas. C’est dur mais ça se passe très bien et ça m’a permis de mettre un peu d’action dans ma vie qui était plutôt routinière”, confie le jeune homme. Le jeune sportif a eu l’occasion de participer à des compétitions régionales. Représenter La Réunion pour lui c’est le rêve de tous les Réunionnais mais encore plus pour une personne en situation de handicap. “C’est un honneur car dans notre équipe handisport, je suis le seul non-voyant qui fera le 100 mètres. Je suis très fier car je serais là pour représenter mon île !”



Joël Bassonville (à gauche) et Armand Sautron.

MANON MARTIN

Les JIOI, un tremplin pour l’international

Un grand entraînement grande nature mais surtout une chance pour briller sur d’autres compétitions, c’est dans cet état d’esprit que Manon Martin aborde sa participation aux Jeux des Iles de l’Océan Indien. La jeune judokate qui a intégré le pôle France de Strasbourg s’entraîne chaque jour pour un seul et même objectif, remporter des médailles et se hisser sur les plus hautes marches des podiums.

À 18 ans, Manon Martin n’a pas une vie comme toutes les jeunes filles de son âge. Son quotidien est rythmé par des entraînements intensifs et les cours dans un cursus aménagé au Pôle France de Strasbourg. “J’ai commencé le judo en 2010 pendant deux ans puis j’ai fait une pause. Lors de la reprise alors que je m’étais arrêtée pendant 7 ans, j’ai progressé très rapidement. J’ai remporté ma première compétition

à Maurice dans la catégorie des – de 57 kg. J’ai ensuite intégré la section judo du collège Jean Albany sur les conseils de mon entraîneur Gilles Guererro du club JCO 974”, explique Manon. Ce sera ensuite la coupe de France par équipe dans la catégorie des minimes pour représenter La Réunion. Et suite très logique, Manon rejoint le pôle espoir Réunion où elle participe régulièrement à des tournois et stages en métropole dont celui très réputée d’Houlgate. “Je me suis classée 2^e au tournoi de Belfort puis 5^e aux tests matchs nationaux de la phase Nord durant la période Covid”, précise encore Manon. Un parcours sportif mais également un parcours scolaire exemplaire pour la jeune fille de 18 ans originaire de Sainte-Clotilde. Elle débute sa scolarité dans l’Ouest avant d’entrer au collège Jean Albany à la Possession. Les études secondaires la mèneront au lycée Lislet Geoffroy de Saint-Denis. À quelques semaines de l’ouverture des Jeux des Iles de l’Océan Indien, c’est

une judokate déterminée qui foulera le tatami. “La participation aux Jeux des Iles représente pour moi une des premières étapes vers la compétition de haut niveau. C’est le fruit d’un travail acharné et de nombreux sacrifices pour ma famille et pour moi”, ajoute Manon. Des jeux aux couleurs de son île au sein d’une délégation de sportifs de haut niveau, un privilège pour la jeune judokate. “C’est une réelle fierté et un honneur de représenter mon île d’autant plus que pour la première fois, je serai actrice de l’événement et non spectatrice comme ce fut le cas les années précédentes.”





NUIT DES MUSÉES 2023

Musiques aux musées, musées en musique

De la musique ; plutôt des musiques car la programmation était très variée ce samedi 13 mai dans les musées du Département. À chacun son ambiance et son public.

Cette année la nuit Européenne des musées était placée sous le signe des musées en musique. Une invitation à la déambulation mais également au déhanchement.

Une nuit Européenne des musées qui attire chaque année beaucoup de visiteurs ; ce qui fut encore le cas pour cette 19^e édition. De l'Artothèque en passant par le Muséum d'Histoire Naturelle au musée de Villèle, les familles accompagnées de leurs enfants ont profité de cette ouverture nocturne et de cette ambiance particulière pour découvrir ou redécouvrir les établissements culturels du Département de La Réunion. Béatrice Sigismeau, 4^e Vice-présidente en charge de la culture s'est félicitée de constater l'affluence de cette belle manifestation. *"Le Département est particulièrement fier de participer activement chaque année au développement de nos patrimoines dans toute leur diversité. De la musique et des visites éclairées et commentées à plusieurs voix en français et en créole, une programmation riche qui fait le bonheur de toutes les personnes qui sont venues profiter de nos musées."*

Et effectivement plusieurs animations musicales ont été proposées, du rock au muséum, une DJ artiste plasticienne au musée Léon Dierx, du jazz à l'Artothèque, de la musique réunionnaise au Lazaret, de la musique sacrée et de la musique classique de l'Inde au musée de Villèle. Des ateliers étaient également au programme, des parcours ludiques ainsi qu'un salon du multiple et de la micro-édition à l'Artothèque.

Une 19^e édition couronnée de succès dans la nuit étoilée.

Les musées ont presque livré tous leurs secrets...



Le goût des livres !

Des bébés qui crapahutent sur les tapis d'éveil, des enfants qui s'amuse avec les jeux lontan, l'orchestre qui distille des notes de jazz... l'ambiance était à la décontraction ce mercredi 3 mai dans le jardin de l'État. L'opération Premières Pages réunissait quelques familles présentes pour découvrir l'ouvrage qui leur était offert. Cette année, ce sont au total 14 000 foyers ayant eu un bébé en 2022 qui pourront retirer gratuitement le livre de Mélanie Costa dans les PMI et les bibliothèques de l'île les plus proches de chez elles. C'est ça la magie de l'opération Premières Pages, recevoir en cadeau un ouvrage. *"Maman... c'est quoi le monde ? Le monde c'est l'enchantement qui berce tes oreilles, quand les vagues se*



réveillent...". Mélanie Costa s'est inspirée de sa propre histoire et de son lien avec son enfant pour écrire cette interrogation toute en finesse et en poésie. L'opération Premières Pages qui existe depuis 2010 a été initiée par le ministère de la Culture avec pour objectif de sensibiliser les familles les plus fragiles et les plus éloignées du livre à l'importance de la lecture. À La Réunion, la coordination de ce dispositif est assurée par la Bibliothèque départementale en partenariat avec la DAC-Réunion, la PMI et la CAF. *"Le livre est une porte ouverte sur le monde, et quoi de mieux que d'emprunter ce chemin avec son enfant, pour le guider et parfois même, le suivre dans un univers qu'il découvre, et qu'il nous fera redécouvrir à travers son regard d'enfant"*, a expliqué Cyrille Melchior, président du Département.

Alors qu'elle reçoit son ouvrage des mains du président du Département, Joddy accompagnée de son fils Joris est tout sourire. *"C'est vraiment important pour la culture et la lecture, pour apprendre tout simplement. Les images les éveillent. Même si son père et moi, nous ne sommes pas de grands lecteurs, je veux lui donner le goût des livres"*.



premières pages

"Maman, c'est quoi le monde ?"
Mélanie Costa
Zébulu Éditions

À retirer muni de votre courrier dans les centres de PMI ou dans la bibliothèque la plus proche de chez vous.

Groupe Majoritaire

Dans une société où la solidarité est déclinante, l'éducation populaire constitue un atout décisif. Ce processus vise à faire évoluer les individus et la société en dehors des cadres d'apprentissage traditionnels. Elle a été durant longtemps un vecteur de cohésion sociale et sociétale indéniable, permettant de structurer l'action sociale dans les quartiers.

Dans le cadre de son plan de mandature, le Département souhaite réinvestir ce champ en s'appuyant sur le tissu associatif, dont nous connaissons le dynamisme et l'implication. En effet, par leur engagement de chaque instant, les associations symbolisent toute la force de l'espérance.

Il s'agit pour nous d'œuvrer différemment au profit de la population réunionnaise, en offrant écoute, accompagnement et soutien au plus près des réalités des territoires. Afin qu'elle puisse prendre part à nos engagements, puiser la force de relever les défis, trouver l'énergie de se saisir des enjeux les plus pressants et s'organiser pour y répondre.

À cette fin, le Département s'attachera à structurer ce réseau et l'accompagnement des associations œuvrant dans ce champ.

Lutte contre le gaspillage alimentaire, sensibilisation à la lutte contre les violences, accompagnement scolaire, ou encore développement de liens intergénérationnels, nous voulons donner un nouveau souffle à l'éducation populaire, un souffle de solidarité, de générosité, et de bienveillance au profit de tous ceux qui en ont besoin.

Pour le Groupe Majoritaire, Cyrille Melchior

Groupe Alliance Réunion des Territoires

"Construisons un projet global pour et par les Réunionnais"

La Réunion est arrivée à un point critique : le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, le logement, les filières agricole et industrielle, la circulation, dans un contexte de hausse démographique, de réchauffement climatique, de respect de la diversité culturelle, de mondialisation... Toutes ces problématiques nécessitent une solution partagée pour pouvoir surmonter la situation et travailler ensemble. Pour cela, les Réunionnais doivent s'impliquer dans les décisions qui les concernent et impactent leur avenir. La conférence territoriale est un moyen d'arriver à ces changements attendus : construire un projet global pour et par les Réunionnais, afin d'offrir une perspective aux générations qui devront animer les décennies qui nous séparent de 2100.

Groupe Une ambition pour le Département

Les Troubles du Spectre Autistique touchent environ 1 % de la population réunionnaise. Souvent mal détectées, les personnes souffrantes et leurs familles sont mal prises en charge. Le Département a la responsabilité de veiller à ce qu'elles soient pleinement incluses et soutenues. Ensemble, professionnels de santé, éducateurs, employeurs et élus devons collaborer pour offrir des services de qualité répondant aux besoins spécifiques de chaque individu. Il est également important de sensibiliser la population à l'autisme afin de permettre aux personnes atteintes d'être pleinement intégrées dans notre société. Nous devons briser les stéréotypes et préjugés associés à cette condition et promouvoir une culture de compréhension et d'empathie. Enfin, nous devons nous assurer que les droits des personnes autistes soient protégés et que les politiques gouvernementales soient équitables pour tous. Ensemble, nous pouvons créer une île de La Réunion plus inclusive et accueillante pour toutes personnes, y compris celles touchées par l'autisme.

Sollicités, les autres groupes ne nous ont pas fait parvenir leur contribution.

Groupe Union Nord Est

Groupe Solidarité Citoyenne

Nous poursuivons notre fort engagement pour mener la lutte contre les violences à différents niveaux.

Après avoir renforcé à 13 l'équipe des ISCG (Intervenants Sociaux en Commissariat et Gendarmerie) nous souhaitons mettre en place une astreinte pour assurer une continuité de service afin de garantir l'écoute et l'accompagnement quel que soit les jours et les heures.

Dans le cadre de la prévention des violences nous souhaitons renforcer l'aide aux victimes en allant à la rencontre des associations en les subventionnant grâce à une enveloppe de 1,2 million d'euros et en co-finançant des places en centre d'accueil d'urgence. Nous travaillons également sur une campagne de sensibilisation citoyenne autour des dispositifs d'aides.

Nous poursuivons le maillage partenarial territorial avec les autres institutions pour davantage d'efficacité. Un focus sera mis sur la question des violences lors des assises organisées le 31 mai.

Groupe Tampon Avenir

Sollicités, les autres groupes ne nous ont pas fait parvenir leur contribution.



LE DÉPARTEMENT AGIT EN FAVEUR DE LA RÉUSSITE DES JEUNES

Plus de 175 000 jeunes âgés de 15 à 29 ans se trouvent en situation inégalitaire en termes de formation ou d'accès à l'emploi.

La Collectivité met en place un plan d'actions pour l'épanouissement et l'inclusion sociale des jeunes réunionnais éloignés de l'emploi ou en situation de décrochage scolaire.

UN PLAN D' ACTIONS 2023-2024 EN 3 AXES

- **Accompagner le futur citoyen** : partenariats avec les associations d'éducation populaires, Contrats d'Animation Jeunesse Territorialisés, actions intergénérationnelles, formation des jeunes dans le cadre de l'Institut Réunionnais de Formation Politique ... ;
- **Faciliter l'accès aux droits** : coopération avec les Missions locales, renforcement des dispositifs d'aides FDAJ et NPJC, création d'un portail d'accès à l'ensemble des aides, amplification des actions de prévention santé...
- **Soutenir les jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (« Neets »)** vers l'insertion sociale et professionnelle (création de 3 Académies des Dalons hors les murs, accès à une première expérience professionnelle par la mobilité via l'apprentissage ou des partenariats...)

À LA RENCONTRE DES JEUNES DE TOUTE L'ÎLE

Organisation d'événements pour :

- écouter et recueillir les besoins et priorités, en vue de répondre aux attentes,
- encourager dans la réalisation de projets et développer le leadership (2^e édition du Prix de l'Excellence)

LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DU DÉPARTEMENT

- **L'insertion et la mobilité** avec le FDAJ (Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes) et le NPJC (Nouveau Pack Jeune Citoyen),
- **Le soutien et la remobilisation** des jeunes en difficulté avec les Académies des Dalons du Bernica et de la Plaine des Cafres,
- **La lutte contre le décrochage scolaire et l'illettrisme.**

**Une Direction spécialement dédiée
a été créée :**

**Direction de
la Jeunesse**

jeunesse@cg974.fr

Avec vous pour favoriser la réussite des jeunes



**Les Thermes
de Cilaos**
Bien-être et cures thermales



le **Village
de Corail**



MASCARIN
Le jardin botanique de La Réunion

Plage, montagne, jardin...
Avec le Département, découvrez 3 destinations pour votre bien-être !



**Les Thermes
de Cilaos**



MASCARIN
Le jardin botanique de La Réunion